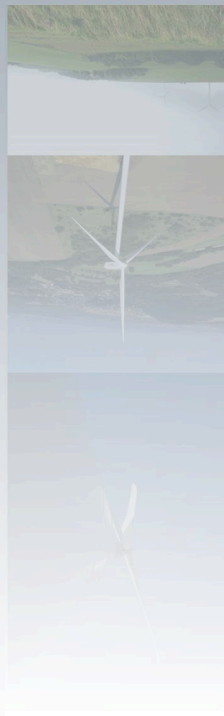


SECHILIENNE-SIDEC

Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2010



SOMMAIRE

- I. Rapport d'activité semestriel.....p. 1 à 14

- II. Comptes consolidés intermédiaires résumés
au 30 juin 2010p. 15 à 39

- III. Attestation du Président sur le rapport financier
semestriel.....p. 40 à 41

- IV. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information
financière semestrielle.....p. 42 à 44



I. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

Au 30 juin 2010

Table des matières

1	CHIFFRES CLES	3
2	FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE	4
2.1	DOMAINE THERMIQUE	4
2.2	DOMAINE PHOTOVOLTAÏQUE	5
2.3	DOMAINE EOLIEN	6
2.4	FINANCIER ET HOLDING	7
3	COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS	8
3.1	LE COMPTE DE RESULTAT	8
3.2	LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	11
3.3	LA STRUCTURE FINANCIERE	12
4	PERSPECTIVES	12
5	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	13
6	DONNEES RELATIVES A L'ACTIONNARIAT	13
7	EVOLUTION DES RISQUES	14

1 CHIFFRES CLES

En M€	S1.2010	S1.2009	Ecart	var	31/12/2009
Produits des activités ordinaires	140,1	121,3	18,8	15,5%	244,6
EBITDA *	45,6	48,9	-3,3	-6,7%	100,8
Résultat opérationnel	32,2	35,4	-3,2	-9,0%	77,6
Résultat financier	-8,4	-10,1	1,7	-16,8%	-17,7
Mises en équivalence	0,7	1,2	-0,5	-41,7%	2,5
Impôt	-5,2	-5,9	0,7	-11,9%	-13,6
Résultat Net	19,4	20,6	-1,2	-5,8%	48,8
Part des minoritaires	-3,4	-3,7	0,3	-8,1%	-7,9
Résultat net part du Groupe	15,9	16,9	-1,0	-5,9%	40,8
Résultat par action (en euros)	0,56	0,61	-0,05	-8,2%	1,45
Capacité d'autofinancement	48,7	49,7	-1,0	-2,0%	102,8
Trésorerie nette fin de période	82,2	62,0	20,2	32,6%	99,7
Capitaux propres	315,2	280,1	35,1	12,5%	321,6
Endettement net	497,6	464,2	33,4	7,2%	459,9

*Résultat opérationnel hors dotations aux amortissements et dotations et reprises de provisions

	MW bruts en exploitation au		Production en GWh		Var.
	30/06/2010	30/06/2009	1S.2010	1S.2009	
CTBR 1 et 2	108,0	108,0	357,5	333,6	
CTG A et B	122,0	122,0	391,1	399,5	
CTM	64,0	64,0	125,8	109,2	
CCG	40,0	40,0	30,5	18,3	
Thermique hors Maurice	334,0	334,0	904,9	860,6	5%
CTBV	70,0	70,0	189,9	162,1	
CTDS	35,0	35,0	99,4	92,0	
CTSAV 1 et 2	90,0	90,0	223,3	209,0	
Thermique Maurice	195,0	195,0	512,6	463,1	11%
Thermique	529,0	529,0	1 417,5	1 323,7	7%
DOM	19,5	10,4	12,0	5,1	
Hors France	2,4	2,4	1,8	2,0	
France métropole	6,9		1,0		
Photovoltaïque	28,8	12,8	14,8	7,2	107%
Vanaut le Chatel	8,5	8,5	7,8	7,2	
Bambesch	12,0	12,0	8,8	8,3	
Niedervisse	12,0	12,0	9,6	9,1	
Clamanges et Villeseneux	10,0	10,0	10,5	8,5	
Eolien	42,5	42,5	36,6	33,2	10%
Total Groupe	600,3	584,3	1 468,9	1 364,0	8%

2 FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE

Les faits marquants du premier semestre 2010 ont été les suivants, pour les sociétés consolidées en intégration globale et proportionnelle :

2.1 *Domaine thermique*

§ Conditions d'exploitation des centrales :

- La production thermique du Groupe affiche une hausse de +7% (+5% sur les centrales consolidées en intégration globale). Pour rappel la production du S1.2009 avait été pénalisée par un mouvement social à CTM et un sinistre sur alternateur à CTBR.
- Le Groupe a par ailleurs réalisé au cours du 1^{er} semestre 2010 d'importants investissements dans toutes ses centrales, tel qu'annoncé lors de la parution des résultats 2009. Parmi ceux-ci, d'importants travaux de rénovation des chaudières de CTM ont entraîné un arrêt prolongé de cette centrale de fin décembre 2009 à mi-février 2010. Au global le Groupe a immobilisé un montant total de 4,8 millions d'euros d'investissements au cours du 1^{er} semestre 2010.
- Toutes les centrales ont effectué au cours du premier semestre la quasi-totalité de leurs arrêts annuels programmés, ce qui, toutes choses égales par ailleurs, devrait permettre de bénéficier d'une meilleure disponibilité au 2nd semestre.

§ Levée d'option crédit-bail de la centrale CTG-A :

- CTG a procédé à l'exercice de l'option d'achat de la centrale CTG-A dans le cadre du crédit-bail mis en place en 1991. Cette opération s'est soldée début juillet par le transfert de propriété et un décaissement d'environ 30 millions d'euros, qui a été refinancé par la mise en place d'un emprunt bancaire long terme.

§ Evolution du contexte économique et réglementaire :

- Le coût des matières premières énergétiques, qui avait connu une forte baisse en 2009, est reparti à la hausse au cours du premier semestre 2010. Ce mouvement impacte favorablement les recettes du Groupe du fait de l'indexation contractuelle du prix de vente de l'électricité au coût du combustible.
- La réduction annoncée de 10% des quotas de gaz à effet de serre alloués aux producteurs d'électricité n'est pas intervenue, ce qui, toutes choses étant égales par ailleurs, ne devrait pas augmenter le montant de la franchise laissée à la charge des centrales thermiques dans le cadre des avenants aux contrats EDF. Pour mémoire, cette franchise est plafonnée à un montant maximal de 2 millions d'euros/an pour les trois centrales thermiques CTM-CTBR-CTG.
- Concernant la « prime bagasse », des accords ont été conclus avec les compagnies sucrières à la Guadeloupe et à la Réunion. Séchilienne-Sidec intervenant comme simple intermédiaire entre EDF et les producteurs sur ce sujet, les encaissements (13 €/tonne de canne brûlée) de cette prime ne donnent pas lieu à la comptabilisation de chiffre d'affaires pour les centrales concernées.

§ Développement et projets :

- Les travaux de construction de la centrale de 38 MW Caraïbes Energie à la Guadeloupe, se sont poursuivis activement. Le premier couplage sur le réseau est prévu à fin novembre 2010 et la mise en service industrielle au cours du 1er trimestre 2011.
- L'Administration a prononcé la recevabilité des dossiers qui lui ont été présentés au titre de la législation ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement) et au titre de la loi sur l'eau pour l'installation de la centrale bagasse-combustible solide CCG2 de 37.5 MW au Galion (Martinique). Pour mémoire l'autorisation d'exploiter de cette centrale a été obtenue en octobre 2008. L'enquête publique devrait démarrer prochainement.
- Le projet de centrale bagasse-charbon de 40 MW à Saint André (Réunion) a obtenu son autorisation d'exploiter le 18 janvier 2010. Le dossier d'instruction de ce projet dans le cadre de la procédure applicable aux ICPE est en préparation.

§ Social :

- Les accords constitutifs d'Unités Economiques et Sociales (UES) ont été signés à la Guadeloupe (UES CTM/CTP) en avril 2010, et à la Réunion (UES CTBR/EMS/CTG/STP) en mai 2010.
- En juin 2010 ont été signés les accords de participation dérogatoire sur chacune de ces deux UES, ainsi qu'un accord d'intéressement pour les salariés de CCG.

2.2 *Domaine photovoltaïque*

§ Conditions d'exploitation des centrales :

- La centrale plain-champ de 6,9 MW à Pierrelatte (Drôme) a été mise en service début juin, ce qui porte la puissance raccordée du Groupe à 28,8 MW au 30 juin 2010 contre 12,8 MW au 30 juin 2009.
- La production, qui a par ailleurs bénéficié d'excellentes conditions d'ensoleillement dans l'Océan Indien et les Caraïbes, a plus que doublé par rapport au S1.2009.
- 9,9 MW restent en attente de raccordement, dont environ 6 MW dus à des retards importants au niveau des délais de raccordement d'EDF, notamment dans les Caraïbes.

§ Evolution du contexte économique et réglementaire :

- Les conditions d'achat obligatoire par le réseau de l'électricité d'origine photovoltaïque, antérieurement fixées par un arrêté du 10 juillet 2006, ont été modifiées dans un sens restrictif par des arrêtés en date des 12 et 15 janvier, complétés par un autre arrêté du 16 mars 2010.
- Leurs dispositions ne concernent pas les installations en exploitation, qui conservent pendant toute la durée de leur contrat d'achat (20 ans) leur base de tarif initiale.

- Les installations non encore en service le 15 janvier 2010, mais pour lesquelles une demande de contrat d'achat a été déposée avant le 1^{er} novembre 2009, ou pour lesquelles la proposition technique et tarifaire (PTF) de raccordement au réseau a déjà été signée et le premier acompte versé avant le 11 janvier 2010, conserveront par ailleurs le bénéfice des conditions d'achat de l'arrêté du 10 juillet 2006. La plupart des installations plain-champ du Groupe en cours de développement entrent dans ce cas de figure et ne seront donc pas affectées par l'abaissement des tarifs et des dispositifs d'indexation associés. Les projets futurs seuls y seront soumis et les calculs de rentabilité les concernant prendront en compte cette évolution.

§ Social :

- En juin 2010 ont été signés des accords d'intéressement pour les salariés de SCE, Plexus Sol et Power Alliance dans l'Océan Indien, et QEA dans la zone Caraïbes.

§ Développement et projets :

- Le parc installé ou en cours de construction du groupe a évolué de la façon suivante au cours du premier semestre :

<i>en MW</i>	30-juin-09	31-déc-09	30-juin-10
Installations raccordées	12,8	19,0	28,8
Installations en attente de raccordement	6,0	10,9	9,9
Installations en construction	8,4	8,7	7,1
Total installé et en cours de construction	27,2	38,6	45,8

- Les demandes de permis de construire à l'instruction ont augmenté significativement, passant de 23,4 MW au 31 décembre 2009 à 44,2 MW au 30 juin 2010.

2.3 Domaine éolien

§ Conditions d'exploitation des centrales :

- Au 30 juin 2010, la production d'électricité réalisée par le parc a augmenté de 10% par rapport au 30 juin 2009 du fait de conditions de vent plus favorables qu'en 2009.

§ Développement et projets :

- La puissance en exploitation au 30 juin 2010 était de 42,5 MW, inchangée par rapport au 31 décembre 2009. Un parc de 8 MW, Porte de France (Lorraine), a été mis en construction début juin.

- A fin juin 2010, le portefeuille de permis de construire obtenus s'élevait à 15 MW, dont 6 MW définitivement purgés de tout recours. Les demandes de permis de construire à l'instruction portaient sur 16 MW.

2.4 Financier et Holding

§ Activité de financement :

- De nouveaux financements ont été mis en place au cours du semestre, à hauteur de 87 millions d'euros :
 - 10 millions d'euros complémentaires pour le financement de Caraïbes Energie
 - 30 millions d'euros pour financer la levée d'option du crédit-bail de CTG-A
 - 16 millions d'euros pour la centrale plain-champ de Lassalle actuellement en cours de construction à la Martinique
 - 20 millions d'euros pour financer le stock de panneaux photovoltaïques du Groupe
 - 11 millions d'euros pour la centrale éolienne de Porte de France actuellement en cours de construction en Lorraine.

§ Social Groupe :

- En mai 2010 un accord constitutif de Comité Groupe a été signé. Ce Comité Groupe réunira les représentants du personnel et représentants syndicaux des centrales thermiques et de Séchilienne-Sidec deux fois par an. Ce Comité, en complément des autres instances mises en place au niveau des centrales et UES régionales, contribuera à améliorer le dialogue social.

3 COMMENTAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

3.1 Le compte de résultat

○ Le chiffre d'affaires

CA en millions d'euros Secteur d'activité	Cumul à fin juin			
	30/06/2010	30/06/2009	Ecart	Var,
Thermique	120,5	111,9	8,6	7,7%
Photovoltaïque	15,7	5,8	9,9	170,7%
dont exploitation	5,9	3,3	2,6	78,8%
dont autres ventes (*)	9,8	2,5	7,3	292,0%
Eolien	3,1	2,8	0,3	10,7%
Holding	0,8	0,8	0,0	0,0%
TOTAL	140,1	121,3	18,8	15,5%

(*) ventes de panneaux et d'installations photovoltaïques clé en main à des tiers

Le chiffre d'affaires ressort en hausse de 18,8 millions d'euros par rapport à celui enregistré au 30 juin 2009.

Sur le secteur thermique, la hausse est de +8,6 millions d'euros et s'explique par :

- un effet volume de +4,4 millions d'euros du fait de la production en hausse du thermique hors Maurice (+5%). Pour rappel les centrales mauriciennes ne font pas partie du périmètre de consolidation globale et leur chiffre d'affaires n'est donc pas consolidé.
- un effet prix charbon de +6,7 millions d'euros du fait de la hausse du cours d'achat du charbon, passé en moyenne de 80 €/t au S1.2009 à 90 €/t au S1.2010.
- un impact sur la disponibilité de -3,6 millions d'euros qui s'explique d'une part par tous les arrêts programmés et les travaux de rénovations des centrales réalisés au 1^{er} semestre 2010 (CTM, CTBR,...), d'autre part par une prise en charge partielle des arrêts réalisés au 1^{er} semestre 2009 (Force Majeure).

Le secteur éolien enregistre une augmentation de son chiffre d'affaires de +0,3 million d'euros, liée à des conditions de vent meilleures qu'en 2009.

Le secteur photovoltaïque enregistre une augmentation +2,6 millions d'euros de son chiffre d'affaires du fait de la mise en service de 16,0 MW de nouvelles installations depuis la fin du premier semestre 2009 (dont 6,9 MW en juin 2010 du fait de la centrale de Pierrelatte).

Les ventes de panneaux et d'installations à des tiers contribuent à hauteur de +7,3 millions d'euros.

○ L'EBITDA

Secteur d'activité	Cumul à fin juin		
	30/06/2010	30/06/2009	Ecart
Thermique	39,4	44,0	-4,6
Photovoltaïque	4,9	2,5	2,4
dont exploitation	4,5	2,1	2,4
dont autres ventes (*)	0,4	0,4	0,0
Eolien	2,3	2,3	0,0
Holding et autres	-1,0	0,1	-1,1
TOTAL	45,6	48,9	-3,3

(*) ventes de panneaux et d'installations photovoltaïques clé en main à des tiers

L'EBITDA s'établit à 45,6 millions d'euros, et représente 32,5% du chiffre d'affaires.

Dans l'activité Thermique, l'EBITDA s'établit à 39,4 millions d'euros contre 44,0 millions d'euros au 1er semestre 2009 :

- une variation positive de +5,1 millions d'euros liée à la hausse des prix du charbon au cours du S1.2010, associée comparativement à la baisse quasi équivalente enregistrée au S1.2009. Pour rappel cet effet est dû au fait que les contrats avec EDF stipulent que la quantité de charbon consommé par chaque centrale pendant la période considérée est facturée sur la base du prix de la dernière livraison de charbon connue à la date de la facture, alors que le combustible réellement consommé peut provenir d'un stock constitué à partir de livraisons antérieures. Ce mécanisme peut donc générer des écarts impactant le résultat s'il y a variation du prix unitaire du charbon entre deux livraisons.
- en sens inverse, un effet négatif de -7,0 millions d'euros résulte de la différence entre les rémunérations perçues au titre des jours d'arrêt pour entretiens, réparations et investissements au cours du S1.2010 et celles perçues au S1.2009.

Ainsi, au S1.2009, seuls 137 jours sur un total de 356 jours d'arrêts n'avaient pas été rémunérés, à comparer à 305 jours d'arrêts non rémunérés au S1.2010 ⁽¹⁾ :

- en 2009, les arrêts avaient été en grande partie rémunérés, soit par le biais de la clause de Force Majeure pour ce qui concerne la grève CTM, soit compensés par le remboursement reçu au titre des polices d'assurance pour ce qui concerne le sinistre alternatif CTBR-1. Les arrêts programmés avaient quant à eux été majoritairement reportés au second semestre 2009.
- en 2010 en revanche, la quasi-totalité des arrêts programmés de l'année ont été concentrés sur le premier semestre et n'ont donné lieu à aucune compensation.

¹ pour mémoire le Groupe dispose dans le thermique de 8 tranches (hors CCG) de puissance variable, soit un total de 2920 jours potentiellement disponibles par an, soit 1460 jours potentiellement disponibles par semestre.

D'autre part, comme annoncé le 16 mars dernier, le Groupe a démarré un important programme d'investissements de rénovation et d'amélioration des centrales thermiques, ce qui a pesé sur la disponibilité affichée par les centrales sur cette même période.

- les effets de la politique sociale mise en œuvre au cours du 1er semestre dans les centrales thermiques ont eu un impact de -1,0 million d'euros sur la masse salariale, et concernent notamment la mise en place d'accords de participation.

L'activité photovoltaïque a généré un EBITDA de 4,5 millions d'euros au titre de l'exploitation, en forte hausse par rapport au 1er semestre 2009 (+2,4 millions d'euros) grâce à l'augmentation de la capacité moyenne en exploitation ainsi qu'aux bonnes performances des équipements. L'EBITDA généré par les ventes de panneaux à des tiers s'est élevé à 0,4 millions d'euros, identique à celui généré au S1.2009.

Dans l'éolien, l'EBITDA s'est établi à 2,3 millions d'euros, stable par rapport au 1er semestre 2009.

En 2009, l'activité « Holding et autres » intégrait un effet positif exceptionnel de +1,6 millions d'euros réalisé suite au projet Linares (Espagne).

○ Le résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'élève à 32,2 millions d'euros contre 35,4 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009.

○ Le coût de l'endettement financier et les autres produits financiers et charges financières

Le solde se traduit par une charge nette de -8,4 millions d'euros contre -10,1 millions d'euros au premier semestre 2009, soit + 1,7 million d'euros d'impact résultat qui reflète essentiellement la baisse des taux d'intérêts depuis un an.

○ La quote-part du résultat net des entreprises associées

Elle s'élève à 0,7 million d'euros, contre 1,2 million d'euros au 1er semestre 2009. La diminution de -0,5 million d'euros résulte principalement de la qualification prospective par le Groupe, à compter du 31 juillet 2009, des dérivés incorporés aux contrats de vente d'électricité des entités mauriciennes en couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger. Les variations de juste valeur de ces dérivés ont été comptabilisées en capitaux propres. Un produit latent de 0,4 million d'euros avait été reconnu en 2009, contre un montant non significatif en 2010.

○ La charge d'impôt

Les impôts s'élèvent à -5,2 millions d'euros, à comparer à -5,9 millions d'euros au 1er semestre 2009. Le taux effectif d'impôt ressort à 21,7% au 1er semestre 2010, contre 23,4% sur la même période de 2009.

○ Le résultat net et le résultat net consolidé part du Groupe

Le résultat net consolidé s'établit à 19,4 millions d'euros et le résultat net part du Groupe à 15,9 millions d'euros. Il représente 0,56 €/action, à comparer à 0,61 €/action en 2009.

3.2 Le tableau des flux de trésorerie

TFT en M€	1er semestre 2010	1er semestre 2009	Variation 1S10/1S09
Capacité d'autofinancement	48,7	49,7	(1,0)
Variation du besoin en fonds de roulement	(13,4)	6,5	(19,9)
Impôt décaissé	(4,8)	0,4	(5,2)
Flux net de trésorerie opérationnel	30,5	56,6	(26,1)
Flux net de trésorerie d'investissements	(71,9)	(50,2)	(21,7)
Nouveaux emprunts	48,6	21,2	27,4
Remboursements d'emprunts	(15,3)	(21,5)	6,2
Coût de l'endettement financier	(9,5)	(11,0)	1,5
Autres	0,1	-	0,1
Flux net de trésorerie de financement	23,9	(11,3)	35,2
Variation nette de la trésorerie	(17,5)	(4,9)	(12,6)
			-
Trésorerie nette à l'ouverture (31.12.N-1)	99,7	66,8	32,9
Trésorerie nette à la clôture (30.06.N)	82,2	62,0	20,2

Les flux de trésorerie générés par l'activité opérationnelle se sont élevés à +30,5 millions d'euros au 1er semestre 2010, à comparer à +56,6 millions d'euros sur la même période de 2009. Cette baisse résulte principalement :

- de l'augmentation du besoin en fonds de roulement :
 - o les encaissements du S1 2010 en provenance d'EDF ont été fortement pénalisés par les mouvements sociaux intervenus au cours du Q4 2009,
 - o l'année 2009 avait été positivement impactée par la renégociation des conditions de paiement d'achat de matières premières,
 - o des décaissements liés à des travaux de réparation et d'entretien ont été réalisés fin 2009, notamment sur CTM,
- de l'augmentation du montant d'impôt décaissé liée à la récupération exceptionnelle en 2009 de crédits d'impôts en application des dispositions fiscales édictées suite à la crise financière.

Les flux de trésorerie liés à l'investissement s'établissent à -71,9 millions d'euros. Ce niveau témoigne de l'intense activité de développement dans le groupe (poursuite de la construction de Caraïbes Energie, nombreux projets dans le photovoltaïque, dont Pierrelatte, mis en service début juin 2010, et dans l'éolien avec Porte de France), mais aussi des travaux de rénovation et de renforcement de la fiabilité technique des centrales thermiques existantes.

Les flux de trésorerie générés par les activités de financement se sont élevés au 1er semestre 2010 à +23,9 millions d'euros contre -11,3 millions d'euros sur le 1er semestre 2009. Le montant des nouveaux emprunts tirés s'explique à hauteur de 25 millions d'euros par tirage de dette Corporate court terme et de 23,6 millions d'euros de dette projet.

Au total, la trésorerie nette de clôture s'établit à 82,2 millions d'euros contre 99,7 millions d'euros au 31 décembre 2009 et 62,0 millions d'euros au 30 juin 2009. Elle est placée en SICAV. Le Groupe dispose par ailleurs d'un montant de crédits court-terme non utilisés s'élevant à 10 millions d'euros, hors ligne dédiée au financement du stock de panneaux.

3.3 La structure financière

Au 30 juin 2010, les capitaux propres s'élèvent à 315,2 millions d'euros contre 321,6 au 31 décembre 2009.

L'endettement financier brut s'élève à 579,8 millions d'euros. Il est constitué à hauteur de 84% de dette de financement de projets, couvrant des installations en exploitation et en cours de construction. La dette financière nette s'établit à 497,6 millions d'euros. Elle était de 459,9 millions d'euros à fin décembre 2009.

4 PERSPECTIVES

Le second semestre bénéficiera en termes d'activité de l'effet volume des nouvelles installations photovoltaïques mises en service. Il devrait également bénéficier d'une meilleure disponibilité de ses centrales thermiques qui ont réalisé la quasi intégralité de leurs arrêts techniques et d'investissements sur le 1^{er} semestre.

Le compte de résultat sera par ailleurs dépendant :

- de l'évolution du coût du charbon,
- du niveau obtenu des aides fiscales à l'investissement dans les Départements d'outre-mer.

Pour la deuxième partie de l'année, le Groupe est confiant quant à la poursuite du développement des projets en cours, dont notamment la poursuite des travaux de la centrale Caraïbes Energie, pour laquelle le Groupe a procédé au recrutement de 22 collaborateurs, et dont la mise en service industrielle est prévue pour le premier trimestre 2011.

Dans le domaine photovoltaïque, 7,1 MW étaient en cours de construction au 30 juin 2010, en métropole, à la Réunion et dans les Caraïbes.

Un parc éolien de 8 MW, Porte de France, en Lorraine, a également été mis en construction au cours du semestre.

En outre le Groupe a lancé en juillet 2010 la construction d'un parc photovoltaïque de 12 MW à Kourou en Guyane.

Ceci permet au Groupe d'être confiant quant à ses perspectives à moyen terme, à savoir un accroissement de ses capacités installées d'environ 120 à 180 MW à horizon 2012.

5 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Il n'y a pas eu au cours du premier semestre 2010 de variations significatives des transactions réalisées avec les parties liées.

6 DONNEES RELATIVES A L'ACTIONNARIAT

Les franchissements de seuils suivants ont été déclarés auprès de la Société au cours du premier semestre 2010 :

- Déclaration en date du 28 janvier 2010 faite par CM-CIC Securities pour le compte du fonds commun de placement dont il assure la gestion financière faisant état d'un franchissement de seuil de 1% le 26 janvier 2010 ;
- Déclaration en date du 29 janvier 2010 faite par AMUNDI Asset Management en son nom propre ainsi que pour les sociétés de gestion de son groupe SOCIETE GENERALE GESTION et ETOILE GESTION SNC indiquant faire désormais pour ces trois entités, une déclaration commune de franchissement de seuil et ainsi franchir le seuil statutaire des 1% ;
- Déclaration en date du 26 avril 2010 faite par AMUNDI, SOCIETE GENERALE GESTION et ETOILE GESTION SNC indiquant avoir franchi à la baisse le seuil statutaire de 1%, en actions et en droits de vote.

En outre une déclaration de participation a été faite auprès de l'AMF le 21 juin 2010 par la société APAX PARTNERS SA (agissant pour le compte du fonds commun de placement à risques APAX France VI dont elle assure la gestion) et la société en commandite par actions ALTAMIR AMBOISE SCA. Aux termes de cette déclaration :

- une partie de la participation de Financière Helios au capital de SECHILIENNE-SIDEC a fait l'objet d'un reclassement hors marché, le 18 juin 2010, au profit des associés de Financière Helios, à raison de 1 110 133 actions SECHILIENNE-SIDEC cédées à Apax France VI et 431 718 actions SECHILIENNE-SIDEC cédées à Altamir Amboise, étant précisé que préalablement à ce reclassement, Financière Hélios détenait directement 12 123 811 actions SECHILIENNE-SIDEC représentant autant de droits de vote, soit 42,62% du capital et des droits de vote de la société;
- en conséquence de cette opération, elles détiennent, directement et indirectement par l'intermédiaire de la société Financière Helios qu'elles contrôlent 12 123 811 actions et droits de vote SECHILIENNE-SIDEC, soit 42,62% du capital et des droits de vote de la société (sur la base d'un capital composé de 28 446 645 actions représentant autant de droits de vote), selon la répartition suivante :

	Actions et droits de vote	% capital et droits de vote
Apax Partners SA *	1 110 133	3,90%
Altamir Amboise	431 718	1,52%
Financière Helios	10 581 960	37,20%
Total	12 123 811	42,62%

* pour le compte du FCPR Apax France VI

7 EVOLUTION DES RISQUES

La revue des risques ne comporte pas d'évolution significative par rapport à la description qui en est faite dans le document de référence enregistré auprès de l'AMF le 30 avril 2010, à l'exception du paragraphe suivant concernant les Risques liés à la situation de Financière HELIOS, actionnaire de référence de la Société.

Financière Hélios a annoncé le 6 mai 2010 avoir trouvé un accord avec ses banques de financement. Cet accord a permis une rétractation du jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde par la Cour d'Appel de Paris.



II. COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES RESUMES

Au 30 juin 2010

Table des matières

A	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE RESUME.....	17
B	ETAT DE RESULTAT GLOBAL.....	18
C	BILAN CONSOLIDE RESUME.....	19
D	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	21
E	TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	22
F	NOTES AUX ETATS FINANCIERS.....	23
1	FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE.....	23
2	BASES DE PREPARATION DES COMPTES ET METHODES COMPTABLES.....	24
3	PERIMETRE DE CONSOLIDATION.....	27
	EN DATE DU 5 MAI 2010, LE GROUPE A CEDE UNE PARTIE DE SA PARTICIPATION DANS CICM REPRESENTANT 17% DU CAPITAL DE CETTE ENTITE. APRES OPERATION, LE POURCENTAGE DE CONTROLE DU GROUPE DANS CETTE FILIALE S'ETABLI A 34%. LA SOCIETE CICM A ETE CONSOLIDEE PAR MISE EN EQUIVALENCE A COMPTER DE LA DATE DE CETTE OPERATION. CETTE CESSION N'A PAS EU D'EFFET SIGNIFICATIF SUR LES COMPTES CONSOLIDES DE LA PERIODE.	27
4	SECTEURS OPERATIONNELS	27
5	PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES.....	28
6	AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	29
7	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS.....	29
8	COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER.....	30
9	AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	30
10	IMPOTS	30
11	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	31
12	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	32
13	PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	32
14	ACTIFS FINANCIERS.....	33
15	CLIENTS ET COMPTES RATTACHES.....	34
16	STOCKS	34
17	AUTRES ACTIFS COURANTS.....	34
18	CAPITAL ET ACTIONS POTENTIELLES	34
19	DETTES FINANCIERES	35
20	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	37
21	INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES.....	37
22	AUTRES PASSIFS COURANTS.....	38
23	IMPOTS ET TAXES.....	38
24	ENGAGEMENTS HORS-BILAN AU 30 JUIN 2010	38
25	PARTIES LIEES	39
26	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	39

A Compte de résultat consolidé résumé

<i>En milliers d'euros</i>	Note	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Produit des activités ordinaires	5	140 076	121 263
Achats (variation des stocks incluse)		(58 038)	(44 240)
Frais de logistique		(2 881)	(2 672)
Charges de personnel		(11 361)	(9 767)
Autres charges d'exploitation	6	(24 097)	(24 255)
Autres produits d'exploitation	6	1 200	8 316
Dotations aux amortissements et provisions		(12 815)	(13 852)
Autres produits opérationnels	7	155	3 622
Autres charges opérationnelles	7	0	(3 033)
Résultat opérationnel		32 239	35 382
Coût de l'endettement financier	8	(9 471)	(10 993)
Autres produits financiers	9	1 100	1 095
Autres charges financières	9	0	(180)
Quote-part du résultat net des entreprises associées	13	695	1 202
Résultat avant impôt		24 563	26 506
Charge d'impôt	10	(5 178)	(5 920)
Résultat net de la période		19 385	20 586
Revenant :			
Aux actionnaires de Séchilienne		15 939	16 921
Aux intérêts minoritaires		3 446	3 665
Résultat par action	18	0,56	0,61
Résultat dilué par action	18	0,56	0,61

B Etat de résultat global

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Résultat après impôt	19 385	20 586
Différences de conversion	395	(895)
Couvertures de flux de trésorerie	(4 818)	(2 589)
Impôts différés liés aux couvertures de flux de trésorerie	1 145	744
Autres		
<i>Sous-total des autres éléments du résultat global</i>	<i>(3 278)</i>	<i>(2 740)</i>
Résultat global total	16 107	17 846
Revenant :		
Aux actionnaires de Séchillienne	13 542	14 453
Aux intérêts minoritaires	2 565	3 393

C Bilan consolidé résumé**Actif**

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30/06/2010	31/12/2009
Actifs non courants			
Ecarts d'acquisition		950	950
Immobilisations incorporelles	11	107 483	109 758
Immobilisations corporelles	12	733 615	683 249
Actifs financiers non courants	14	22 766	22 848
Participation dans les entreprises associées	13	24 865	24 661
Instruments financiers dérivés non courants	21	7 009	4 919
Impôts différés actifs		2 481	2 633
Total des actifs non courants		899 169	849 018
Actifs courants			
Stocks et en cours	16	33 464	38 774
Clients	15	36 476	20 551
Autres actifs courants	17	33 581	20 254
Instruments financiers dérivés courants	21	0	0
Actifs financiers courants	14	20 922	20 922
Equivalents de trésorerie	14	63 254	91 444
Trésorerie	14	18 974	11 408
Total des actifs courants		206 671	203 353
Total de l'actif		1 105 840	1 052 371

Passif

<i>En milliers d'euros</i>	Note	30/06/2010	31/12/2009
Capitaux propres part du groupe			
Capital	18	1 095	1 095
Primes		14 922	14 817
Réserves		228 610	209 930
Réserves de conversion		(5 540)	(5 925)
Résultat de l'exercice		15 939	40 830
Total des capitaux propres du groupe		255 026	260 747
Intérêts minoritaires		60 200	60 818
Total des capitaux propres		315 226	321 565
Passifs non courants			
Avantages au personnel		7 503	6 847
Provisions pour risques	20	1 303	1 490
Impôts différés passifs		46 186	45 212
Dettes financières non courantes	19	483 923	481 745
Instruments financiers dérivés non courants	21	18 648	12 309
Total des passifs non courants		557 563	547 603
Passifs courants			
Fournisseurs		59 183	58 813
Impôts et taxes	23	12 501	16 422
Instruments financiers dérivés courants	21		
Dettes financières courantes	19	95 931	81 033
Autres passifs courants	22	65 436	26 935
Total des passifs courants		233 051	183 203
Total du passif		1 105 840	1 052 371

D Tableau de variation des capitaux propres

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes	Réserves et résultats	Couverture de flux de trésorerie	Ecart de conversion	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2009	1 071	1 794	247 492	(2 664)	(5 114)	242 579	55 618	298 197
Distributions de dividendes			(33 655)			(33 655)	(2 311)	(35 966)
Augmentation de capital								
Stocks-options			60			60		60
Total des transactions avec les actionnaires			(33 595)			(33 595)	(2 311)	(35 906)
Variation de la différence de conversion					(882)	(882)	(13)	(895)
Variation de juste valeur sur dérivés de couverture				(1 586)		(1 586)	(259)	(1 845)
Autres								
<i>Sous-total autres éléments du résultat global</i>				(1 586)	(882)	(2 468)	(272)	(2 740)
Résultat de la période			16 921			16 921	3 665	20 586
Total résultat global			16 921	(1 586)	(882)	14 453	3 393	17 846
Capitaux propres au 30 juin 2009	1 071	1 794	230 818	(4 250)	(5 996)	223 437	56 700	280 137

<i>En milliers d'euros</i>	Capital	Primes	Réserves et résultats	Couverture de flux de trésorerie	Ecart de conversion	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 1er janvier 2010	1 095	14 817	254 990	(4 218)	(5 935)	260 747	60 816	321 563
Actions propres			305			305		305
Distributions de dividendes			(19 950)			(19 950)	(2 324)	(22 274)
Augmentation de capital (a)		105				105		105
Stocks-options / actions de performance			277			277		277
Effet des variations de périmètre							(857)	(857)
Total des transactions avec les actionnaires		105	(19 673)			(19 568)	(3 181)	(22 749)
Variation de la différence de conversion					395	395		395
Variation de juste valeur sur dérivés de couverture				(2 792)		(2 792)	(881)	(3 673)
<i>Sous-total autres éléments du résultat global</i>				(2 792)	395	(2 397)	(881)	(3 278)
Résultat de la période			15 939			15 939	3 446	19 385
Total résultat global			15 939	-2 792	395	13 542	2 565	16 107
Capitaux propres au 30 juin 2010	1 095	14 922	251 561	(7 010)	(5 540)	255 026	60 200	315 226

(a) – Séchillienne-Sidec a procédé à une augmentation de capital suite à la levée de 5 000 options intervenue le 29 mars 2010 (cf. note 18.1).

E Tableau des flux de trésorerie consolidés

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Activités opérationnelles :		
Résultat net part du groupe	15 939	16 921
Intérêts minoritaires	3 446	3 665
Ajustements		
. Dotations aux amortissements et aux provisions	13 418	13 547
. Variation des impôts différés	2 042	1 294
. Résultat des entreprises associées net des dividendes reçus	1 152	(417)
. Plus ou moins values de cession	25	
. Autres éléments sans impact sur la trésorerie	277	(666)
. Produits financiers capitalisés	(172)	(287)
. Coût de l'endettement financier	9 471	10 993
. Charge d'impôt courant de l'exercice	3 135	4 626
Capacité d'autofinancement	48 733	49 676
Variation du besoin en fonds de roulement	(13 416)	6 533
Impôt décaissé	(4 828)	367
Flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles	30 489	56 576
Opérations d'investissement :		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (a)	(71 329)	(50 412)
Acquisition d'actifs financiers	(31)	(256)
Prix de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	17	199
Prix de cessions et diminutions d'actifs financiers	104	236
Acquisition/cession de filiales sous déduction de la trésorerie acquise/cédée	(243)	
Autres éléments	(414)	71
Flux net de trésorerie généré par les activités d'investissement	(71 896)	(50 162)
Opérations de financement :		
Augmentation de capital	105	
Augmentation de capital souscrite par des minoritaires		
Distributions de dividendes de Séchilienne-Sidec		
Distributions de dividendes aux intérêts minoritaires		
Coût de l'endettement financier	(9 471)	(10 993)
Avances de financement	11 701	9 181
Emissions ou souscriptions d'emprunts et dettes financières	36 846	12 058
Remboursements d'emprunts et dettes financières	(15 267)	(21 518)
Flux net de trésorerie généré par les activités de financement	23 914	(11 272)
Effet du change sur la trésorerie	-1	4
Variation nette de la trésorerie	(17 494)	(4 854)
Trésorerie nette à l'ouverture	99 708	66 811
Trésorerie nette à la clôture	82 214	61 957
Variation de trésorerie	(17 494)	(4 854)

(a) – Les effets fiscaux des opérations d'investissement intègrent un crédit de TVA d'un montant de 4M€ qui a fait l'objet d'une demande de remboursement.

La trésorerie nette se compose comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Trésorerie	18 974	5 076
Equivalents de trésorerie	63 254	60 107
Sous-total trésorerie	82 228	65 183
Concours bancaires courants	(14)	(3 226)
Trésorerie nette	82 214	61 957

F Notes aux états financiers

Le Groupe SECHILIENNE-SIDEC est un spécialiste, depuis 25 ans, de la production d'énergie en centrales de moyenne puissance charbon / biomasse et de toutes énergies renouvelables. Sa technicité et la qualité de ses équipes d'ingénieurs lui permettent de maîtriser toutes les étapes du cycle de vie des centrales : la conception, le financement, la construction et l'exploitation, partout dans le monde et notamment dans des environnements complexes.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe Séchilienne-Sidec sont présentés en milliers d'euros et ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 juillet 2010.

1 Faits marquants de la période

Les faits marquants du premier semestre 2010 ont été les suivants, pour les sociétés consolidées en intégration globale et proportionnelle :

Domaine thermique :

- Conditions d'exploitation des centrales :
 - o L'exploitation de la centrale CTM en Guadeloupe a été marquée par un arrêt prolongé, de fin décembre 2009 à mi février, suite à un incident sur les chaudières. D'importants travaux de réparation et d'amélioration ont été réalisés sur ces chaudières ainsi que sur d'autres équipements techniques au cours de ce semestre.
 - o CTG a procédé le 29 juin 2010 à l'exercice de l'option d'achat de la centrale CTG-A dans le cadre du crédit-bail mis en place en 1991. Cette opération s'est soldée début juillet par le transfert de propriété et un décaissement d'environ 30 millions d'euros, qui a été refinancé par la mise en place d'un emprunt bancaire long terme.
- Evolution du contexte économique et réglementaire :
 - o Le coût des matières premières énergétiques, qui avait connu une forte baisse en 2009, est reparti à la hausse au cours du premier semestre 2010. Ce mouvement impacte favorablement les recettes du Groupe du fait de l'indexation contractuelle du prix de vente de l'électricité au coût du combustible.

- Concernant la « prime bagasse », des accords ont été conclus avec les compagnies sucrières à la Guadeloupe et à la Réunion. Les encaissements (13 €/tonne de canne brûlée) de cette prime ne donnent pas lieu à la comptabilisation de chiffre d'affaires pour les centrales concernées.

Domaine photovoltaïque :

- Conditions d'exploitation des centrales : La centrale plain-champ de 7MW à Pierrelatte (Drôme) a été mise en service début juin, ce qui porte la puissance raccordée du Groupe à 28,8 MW au 30 juin 2010.
- Evolution du contexte économique et réglementaire :
 - Les conditions d'achat obligatoire par le réseau de l'électricité d'origine photovoltaïque, antérieurement fixées par un arrêté du 10 juillet 2006, ont été modifiées dans un sens restrictif par des arrêtés en date des 12 et 15 janvier, complétés par un autre arrêté du 16 mars 2010. Leurs dispositions ne concernent pas les installations en exploitation, qui conservent pendant toute la durée de leur contrat d'achat (20 ans) leur base de tarif initiale.
 - Les installations non encore en service le 15 janvier 2010 mais pour lesquelles une demande de contrat d'achat a été déposée avant le 1er novembre 2009 ou pour lesquelles la proposition technique et tarifaire (PTF) de raccordement au réseau a déjà été signée et le premier acompte versé avant le 11 janvier 2010 conserveront par ailleurs le bénéfice des conditions d'achat de l'arrêté du 10 juillet 2006. La plupart des installations plain-champ du Groupe en cours de développement entrent dans ce cas de figure et ne seront donc pas affectées par l'abaissement des tarifs et des dispositifs d'indexation associés. Les projets futurs seuls y seront soumis et les calculs de rentabilité les concernant prendront en compte cette évolution.

2 Bases de préparation des comptes et méthodes comptables

2.1 Bases de préparation

Les comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2010 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection de notes explicatives. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise

par le référentiel IFRS et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2009 établis selon les normes IFRS.

2.2 Méthodes comptables

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés semestriels sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne au 30 juin 2010 qui sont disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission.

Les principes comptables retenus pour l'élaboration des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2010 sont identiques à ceux retenus pour l'élaboration des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2009 et détaillés dans les comptes consolidés publiés à cette date, à l'exception des normes suivantes qui sont d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2010 :

- Amendements IAS 39 « Eléments éligibles à une opération de couverture » ;
- IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises » ;
- IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels » ;
- IFRIC 12 « Accords de concession de services » ;
- IFRIC 15 « Accords de construction de bien immobilier » ;
- IFRIC 16 « Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger » ;
- IFRIC 17 « Distribution en nature aux actionnaires » ;
- IFRIC 18 « Transferts d'actifs de la part de clients » ;
- IFRS 1 « 1^{ère} adoption des IFRS » ;
- Amendements à IFRS 5 « Activités abandonnées » issus des améliorations 2008 ;
- Amendements à IFRS 2 « Transactions intra-groupe réglées en trésorerie » ;
- Procédure annuelle d'amélioration des IFRS 2009.

A l'exception d'IFRIC 16 dont l'application avait été anticipée par le Groupe au 31 décembre 2009, ces normes et interprétations n'ont pas eu d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

Le Groupe n'a appliqué par anticipation aucune norme, amendement ou interprétation déjà publiés par l'IASB mais non encore adoptés par l'Union Européenne ou d'application non obligatoire au 30 juin 2010.

Normes et interprétations d'application optionnelle au 30 juin 2010 :

- IAS 24 révisée «Information relative aux parties liées» ;
- IFRIC 19 «Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres» ;
- Amendement à IFRIC 14 «Remboursement anticipé des exigences de financement minimum» ;
- Amendement à IAS 32 «Instruments financiers : présentation» ;
- Amélioration 2010 des IFRS.

2.3 Principes de présentation de l'information financière semestrielle

Les méthodes d'évaluation spécifiques aux arrêtés intermédiaires sont les suivantes :

- Impôts sur les résultats : la charge d'impôt est calculée sur la base des résultats avant impôts ventilés par juridiction fiscale auxquels sont appliqués les taux d'imposition estimés pour l'exercice complet.
- Quotas d'émission des gaz à effet de serre : lorsque les estimations d'émission de l'exercice sont supérieures aux quotas attribués pour l'exercice, une provision est constituée pour couvrir l'excédent d'émission sous déduction des montants refacturés à EDF. Dans le cadre de l'arrêté semestriel, cette provision a fait l'objet d'une estimation qui repose sur les émissions totales attendues sur l'exercice ramenées à un semestre.
- Contribution Economique Territoriale : la loi de Finances 2010, réformant la Taxe Professionnelle a introduit la Contribution Economique Territoriale. Le Groupe comptabilise cette contribution dans la rubrique «Impôts et Taxes» du compte de résultat. Cette rubrique est incluse dans les autres charges d'exploitation.
- Avantages au personnel : les charges nettes liées à ces avantages sont comptabilisées sur la base d'un prorata de la charge annuelle projetée ressortant des évaluations réalisées à la clôture de l'exercice précédent.

2.4 Estimations de la Direction

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés semestriels résumés, les estimations significatives exercées par la direction sont identiques à celles décrites dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

3 Périètre de consolidation

En date du 5 mai 2010, le Groupe a cédé une partie de sa participation dans CICM représentant 17% du capital de cette entité. Après opération, le pourcentage de contrôle du Groupe dans cette filiale s'établit à 34%. La société CICM a été consolidée par mise en équivalence à compter de la date de cette opération. Cette cession n'a pas eu d'effet significatif sur les comptes consolidés de la période.

Il n'y a pas eu d'autres variations de périmètre significatives au cours du premier semestre 2010.

4 Secteurs opérationnels

L'information sectorielle est présentée sur la base de l'organisation interne et du reporting utilisé par la Direction du Groupe qui reflètent les différents niveaux de risques et de rentabilité auxquels il est exposé.

La segmentation des informations par secteur d'activité est privilégiée, les risques et rentabilités dépendant majoritairement des différentes natures des activités plutôt que de leur implantation géographique. Le secteur Solaire intègre l'effet des ventes à des tiers hors groupe de panneaux et d'installations photovoltaïques.

Les transactions entre secteurs sont réalisées au prix de marché.

1er semestre 2010 (en K€)	Thermique	Eolien	Holding	Solaire	Elimi- nations	Total
Produits des activités ordinaires	120 556	3 108	760	15 652		140 076
Inter-secteurs			3 887		(3 887)	0
Produits des activités ordinaires	120 556	3 108	4 647	15 652	(3 887)	140 076
Résultat opérationnel	29 858	1 080	(1 176)	2 477		32 239
Résultat des entreprises associées	695					695
Charges et produits financiers						(8 371)
Charge d'impôts						(5 178)
Résultat net de l'exercice						19 385

1er semestre 2009 (en K€)	Thermique	Eolien	Holding	Solaire	Elimi- nations	Total
Produits des activités ordinaires	111 913	2 820	778	5 752		121 263
Inter-secteurs			3 449		(3 449)	0
Chiffre d'affaires	111 913	2 820	4 227	5 752	(3 449)	121 263
Résultat opérationnel	33 098	1 042	35	1 207		35 382
Résultat des entreprises associées	1 202					1 202
Charges et produits financiers						(10 078)
Charge d'impôts						(5 920)
Résultat net de l'exercice						20 586

1er semestre 2010 (en K€)	Thermique	Eolien	Holding	Solaire	Total
Investissements de la période	29 403	2 826	0	33 279	65 508
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(7 311)	(1 236)	(79)	(2 423)	(11 049)

1er semestre 2009 (en K€)	Thermique	Eolien	Holding	Solaire	Total
Investissements de la période	12 410	8 413	278	29 310	50 411
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(7 343)	(1 244)	(46)	(977)	(9 610)

5 Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires consolidés s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Ventes d'électricité et de vapeur	128 678	116 796
Ventes de panneaux photovoltaïques et d'installation Photovoltaïques	9 774	2 498
Prestations de services	1 624	1 969
Produits des activités ordinaires	140 076	121 263

6 Autres produits et charges d'exploitation

- **Autres charges d'exploitation**

Les autres charges d'exploitation comprennent toutes les dépenses autres que les achats, les frais de logistique, les charges de personnel.

- **Autres produits d'exploitation**

Pour la période close au 30 juin 2010, les autres produits d'exploitation incluent principalement les produits d'assurance à recevoir au titre du sinistre CTBR intervenu en 2009.

Pour la période close au 30 juin 2009, les autres produits d'exploitation incluaient :

- l'indemnisation de l'assurance reçue au titre de la panne de l'alternateur de CTBR,
- le montant net, estimé sur la base des avenants validés par la CRE, des quotas de CO2 à facturer à EDF au titre du premier semestre 2009 et de la régularisation de l'exercice 2008.

7 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'analysent de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Plus values de cession d'actifs		
Autres produits	155	3 622
Autres produits opérationnels	155	3 622
Provisions pour risques et charges		(317)
Moins values de cession		
Autres charges		(2 716)
Autres charges opérationnelles	0	(3 033)
Total des autres produits et charges opérationnels	155	589

Pour le premier semestre 2009, les autres produits opérationnels comprenaient :

- o la reprise en résultat de compléments de prix n'étant plus à payer du fait de négociations commerciales ;
- o l'indemnité d'assurance à recevoir suite à la destruction d'une installation. Les charges afférentes à ce sinistre figurent en autres charges opérationnelles.

8 Coût de l'endettement financier

Les différentes composantes constituant le coût de l'endettement financier sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Frais financiers sur dettes financières	(4 440)	(4 249)
Frais financiers sur crédits-baux	(5 031)	(6 744)
Coût de l'endettement financier	(9 471)	(10 993)

9 Autres produits et charges financiers

Les différentes composantes constituant les produits et charges financiers sont les suivantes :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Revenu des prêts et des dépôts	263	161
Produit Cession VMP	61	126
Variation de juste valeur des dérivés de transaction	570	49
Autres produits financiers	206	759
Produits financiers	1 100	1 095
Pertes de change	0	(51)
Variation de juste valeur des dérivés de transaction	0	(129)
Autres charges financières	0	(129)
Autres charges financières	0	(180)

10 Impôts

La charge d'impôt sur les résultats s'analyse de la manière suivante :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Charge d'impôt courant	(3 136)	(4 626)
Impôts différés	(2 042)	(1 293)
Total impôt sur les sociétés	(5 178)	(5 920)

- **Rationalisation de la charge d'impôt**

Le taux d'impôt effectif au 30 juin 2010 se détermine comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	1er semestre 2010	1er semestre 2009	Année 2009
Résultat opérationnel	32 239	35 382	77 636
Coût de l'endettement financier	(9 471)	(10 993)	(19 152)
Autres produits et charges financiers	1 100	915	1 414
Résultat avant impôt et avant part dans les sociétés mises en équivalence (A)	23 868	25 304	59 898
Charge d'impôt (B)	(5 178)	(5 920)	(13 588)
Taux d'impôt effectif (B) / (A)	21,69%	23,40%	22,69%

La différence entre la charge d'impôt effective et la charge d'impôt théorique, hors contribution additionnelle, s'analyse comme suit :

	1er semestre 2010			1er semestre 2009		
	base (K€)	Taux	Impôt (K€)	base (K€)	Taux	Impôt (K€)
Base et charge d'impôt réelles	23 868	21,69%	5 178	25 304	23,40%	5 920
Fiscalisation à taux réduits dans les Départements d'Outres-Mer		10,52%	2 510	-	7,25%	1 835
QP de frais et charges	-	-0,23%	-56	-	-0,19%	-48
Défiscalisation des investissements dans les Départements d'Outres-Mer	-			-	0,16%	41
Différences permanentes et autres	-	1,35%	323	-	2,71%	686
Base et charge d'impôt théorique	23 868	33,33%	7 955	25 304	33,33%	8 434

11 Immobilisations incorporelles

<i>En milliers d'euros</i>	Contrats de fourniture d'électricité et de vapeur
Immobilisations nettes au 1er janvier 2010	109 758
Acquisitions de la période	
Cessions	
Amortissements	(2 275)
Dépréciations	
Variations de périmètre et autres	
Reclassements	
Immobilisations nettes au 30 juin 2010	107 483

Le Groupe n'a pas relevé d'indice de perte de valeur des contrats de fourniture d'électricité et de vapeur au cours du premier semestre 2010.

12 Immobilisations corporelles

<i>En milliers d'euros</i>	Installations en service	Immobilisations en cours	Total des immobilisations corporelles
Immobilisations nettes au 1er janvier 2010	545 197	138 052	683 249
Acquisitions de la période	19 342	46 166	65 508
Mises en service / reclassement	16 966	(16 966)	
Cessions et diminutions	(24)	(2 990)	(3 014)
Amortissements	(11 057)		(11 057)
Effet des variations de périmètre	(1 071)		(1 071)
Immobilisations nettes au 30 juin 2010	569 353	164 262	733 615

Les immobilisations en cours correspondent à hauteur de 58.2 millions d'euros aux installations photovoltaïques et à hauteur de 84.6 millions d'euros aux installations thermiques correspondant entièrement au projet Caraïbes Energie.

Par ailleurs, le Groupe n'a pas relevé d'indice de perte de valeur des installations au cours du premier semestre 2010.

13 Participations dans les entreprises associées

La variation des participations dans les entreprises associées s'analyse comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Mouvements au cours de la période comptable		
Montant en début de période	24 661	24 972
Dividendes versés	(1 847)	(1 939)
Augmentation de capital		
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	695	2 457
Ecart de conversion sur les participations mauriciennes	557	(829)
Effet des variations de périmètre	799	
Montant en fin de période	24 865	24 661

Les contrats de vente d'électricité des entités Mauriciennes intègrent des clauses d'indexation de prix qui s'analysent comme étant des instruments dérivés de change. En vertu de la norme IAS 39, ces dérivés incorporés sont comptabilisés distinctement de leur contrat hôte (le contrat de vente d'électricité), à la

date de démarrage du contrat et font l'objet d'une valorisation à la juste valeur, de la même manière que des dérivés autonomes conclus avec une banque.

A compter du 1er juillet 2009 et en application d'IAS 39 « Instruments financiers » et d'IFRIC 16 « couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger », ces dérivés ont été qualifiés de couverture d'investissement net dans une activité à l'étranger. Ainsi, à compter de cette date et sur la base de la documentation établie en conformité avec IAS 39, les variations de juste valeur de ces dérivés sont comptabilisées en capitaux propres en réserves de conversion.

Au 30 juin 2009, l'effet net d'impôt du retraitement des dérivés incorporés aux contrats de ventes sur la valeur des participations dans les entreprises associées et comptabilisé en résultat s'élevait à 0.4M€.

Par ailleurs, l'effet des variations de périmètre est lié à la consolidation par mise en équivalence de CICM à compter du 5 mai 2010.

14 Actifs financiers

Actifs financiers non courants :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Dépôts et gages espèces	18 125	18 041
Dépôts à terme	4 327	4 489
Titres non consolidés	219	219
Prêts à plus d'un an	95	99
Total	22 766	22 848

Le dépôt à terme donne lieu à des intérêts qui sont capitalisés.

Actifs financiers courants :

Le dépôt de 20,9M€ est relatif au crédit bail de CTG-A dont le transfert de propriété est intervenu au mois de juillet.

Trésorerie et équivalents de trésorerie :

Les équivalents de trésorerie sont des Sicav monétaires immédiatement disponibles dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

15 Clients et comptes rattachés

Au 30 juin 2010, les créances clients s'élèvent à 36.5M€ contre 20.6M€ au 31 décembre 2009. Cette augmentation est principalement liée au différentiel de production des mois de décembre et de juin, aux régularisations annuelles incluses dans les factures du mois de décembre, à des factures à émettre au titre des quotas de CO2 ainsi qu'au montant facturé à EDF au titre de la prime bagasse.

16 Stocks

Les stocks s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Stocks en valeur nette		
Matières premières / Combustibles	12 153	8 799
Marchandises	1 387	8 308
Pièces de rechange non stratégiques	18 518	18 106
Quotas de CO2 acquis	830	3 132
Autres stocks en cours	576	429
Total stocks en valeur nette	33 464	38 774

17 Autres actifs courants

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Créances fiscales et sociales	19 816	12 557
Charges constatées d'avance	5 206	4 047
Autres débiteurs	8 559	3 650
Total	33 581	20 254

Au 30 juin 2010, les créances fiscales et sociales intègrent un crédit de TVA de 4.6M€

18 Capital et actions potentielles

18.1 Capital social et plans d'options

En date du 29 mars 2010, 5 000 options ont été exercées. Après exercice, le nombre d'options en circulation est de 145 000.

18.2 Nombre d'actions

Au 30 juin 2010 et après exercice des 5 000 options mentionné ci-dessus, le capital est composé de 28 446 645 actions de nominal 0,0385 euro entièrement libérées.

Par ailleurs, les actions propres ont été cédées au cours du premier semestre 2010.

Calcul de l'effet dilutif

Le nombre moyen pondéré dilué d'actions est calculé selon la méthode du rachat d'actions. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des droits rattachés aux instruments dilutifs sont supposés être affectés au rachat d'actions au prix du marché moyen sur la période. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des droits.

Les effets dilutifs sont générés en majorité par l'émission d'options de souscription d'actions.

	30/06/2010	30/06/2009
Nombre moyen pondéré d'actions	28 435 144	27 787 260
Effet dilutif		
o Options de souscription d'actions	18 834	24 600
o Actions de performance conditionnelles	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions dilué	28 453 978	27 811 860
Le résultat net part du Groupe par action avant et après effet dilutif s'établit ainsi :		
	15 939	16 921
Résultat net sur nombre moyen pondéré d'actions	0,56	0,61
Résultat net sur nombre moyen pondéré dilué d'actions	0,56	0,61

18.3 Dividendes

Le 18 mai 2010, l'Assemblée Générale des actionnaires de Séchilienne Sidec a fixé le montant du dividende au titre de l'exercice 2009 à 0,70 euro par action. Le paiement entièrement en numéraire a eu lieu le 8 juillet 2010.

19 Dettes financières

Les dettes financières du Groupe s'analysent comme suit :

	30/06/2010				31/12/2009			
	Concours bancaires	Dettes projet	Dettes corporate	Total	Concours bancaires	Dettes projet	Dettes corporate	Total
Dettes auprès des établissements de crédit								
. Taux fixe	19	5 481		5 500	4 773	4 911		9 684
. Taux variable		187 803	92 070	279 873		177 711	73 350	251 061
Sous-total	19	193 284	92 070	285 373	4 773	182 622	73 350	260 745
Dettes de crédit-bail								
. Taux fixe		126 400		126 400		128 306		128 306
. Taux variable		168 081		168 081		173 727		173 727
Sous-total	0	294 481	0	294 481	0	302 033	0	302 033
Total des dettes financières	19	487 765	92 070	579 854	4 773	484 655	73 350	562 778
				Dont non courant				Dont non courant
				Dont courant				Dont courant
				483 923				481 745
				95 931				81 033

Les dettes projets sont émises sur des durées allant de 15 à 25 ans en fonction de la nature de l'activité et de la durée du contrat de vente d'électricité.

La variation de la période des dettes financières se détaille comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	Emprunts bancaires	Dettes de crédit bail	Découverts bancaires et autres	Total des dettes financières
Au 31 décembre 2009	255 972	302 033	4 773	562 778
Emission de la période	36 859			36 859
Remboursements de la période	-7 477	-7 552		-15 029
Variations nettes			-4 754	-4 754
Autres variations				
Au 30 juin 2010	285 354	294 481	19	579 854

Les émissions de la période ont principalement porté sur :

- le tirage de la dette Corporate pour 25M€ dont 15 M€ au titre de la tranche B (auprès de Financière Océor) et 10M€ sur la ligne de crédit auprès de la banque Esperito Santo ;
- le financement de projets en cours de construction pour 12M€ dont 9M€ à taux variable.

La dette Corporate du Groupe est soumise au respect des ratios minimum usuels suivants :

- . le ratio R1 défini comme le rapport entre l'Endettement Net social (ensemble des emprunts et dettes assimilées contractés auprès d'établissements de crédit et autres créanciers

financiers) sur l'EBITDA consolidé du groupe (somme du résultat consolidé d'exploitation du Groupe augmenté des dépréciations et amortissements) devant être inférieur à 2.

. le ratio R2 défini comme Endettement Net social sur Fonds Propres consolidés (total capital, primes, réserves, réserves de conversion, résultat et intérêts minoritaires) devant être inférieur à 1.

Par ailleurs, le montant de l'endettement net social de Séchilienne-Sidec SA est plafonné à 300 millions d'euros.

Le Groupe respecte ces ratios au 30 juin 2010.

20 Provisions pour risques et charges

La variation de provisions pour risques et charges de (0.2)M€ est liée au changement de méthode de consolidation de la société CICM.

21 Instruments financiers dérivés

Le montant comptabilisé en résultat au titre de la part inefficace des instruments de couverture est nul.

	Notionnel en millions d'euros	Justes valeurs au bilan				Imputation des variations en 2010	
		31/12/2009		30/06/2010		Résultat	Autres éléments du résultat global
		Actifs	Passifs	Actifs	Passifs		
<i>Milliers d'euros</i>							
Dérivés / crédit bail à taux variable :							
- vente d'un cap	50		(871)		(502)	369	
- achat d'un floor	50	846		1 445		599	
- achat d'un cap	51		(67)		(286)	(219)	
- vente de floor	51		(921)		(1 465)	(544)	
Dérivés incorporés :							
- swap de taux	35	4 073		5 564		1 491	
- swap miroir	35		(3 396)		(4 523)	(1 127)	
Sous Total dérivés de transaction	272	4 919	(5 255)	7 009	(6 776)	569	
Couverture d'un crédit-bail à taux variable par onze swaps de taux (prêteur à taux variable / emprunteur à taux fixe)	168		(7 054)		(11 872)		(4 818)
Sous Total dérivés de couverture de flux de trésorerie	168		(7 054)		(11 872)		(4 818)
Total		4 919	(12 309)	7 009	(18 648)	569	(4 818)

22 Autres passifs courants

Les autres passifs s'analysent comme suit :

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Produits constatés d'avance	16 322	16 657
Autres créditeurs	49 114	10 278
Total	65 436	26 935

Pour la période close au 30 juin 2010, les autres créditeurs incluent le montant des dividendes à payer pour 22.3 M€, les dettes au titre de la prime bagasse pour 5.6M€ ainsi que des avances reçues.

23 Impôts et taxes

Au 30 juin 2010, les dettes liées aux impôts et aux taxes s'élèvent à 12.5M€ contre 16.4M€ au 31 décembre 2009. Cette diminution est notamment liée à la diminution de l'en-cours de TVA en lien avec les opérations d'investissement et de cession de panneaux solaires de la période.

24 Engagements hors-bilan au 30 juin 2010

Au 30 juin 2010, le montant des engagements hors bilan s'élève à 256 millions d'euros contre 258 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Cette variation est principalement liée :

- , à la diminution des obligations d'achat conclues avec la société First Solar pour 13.5M€ en lien avec les achats de la période ;
- , à l'augmentation des garanties au profit des fournisseurs pour 10.3M€. Ces garanties constituent généralement des contre-garanties de paiement accordées par le Groupe aux fournisseurs d'équipement à titre de garantie de paiement dans le cadre de contrats d'approvisionnement conclus par les filiales ;
- , à l'augmentation des engagements divers pour 2.2M€. Les engagements divers incluent les obligations d'apport de capital dans des sociétés de projet, les options de vente relatives aux parts des sociétés de projet au bénéfice des partenaires des projets, les mécanismes

d'ajustement de prix pour l'acquisition de parts, les obligations de couvrir les coûts de construction en cas de dépassements de budget, les engagements de continuer à détenir des participations et de fournir une assistance aux sociétés de projet.

25 Parties liées

Il n'y a pas eu au 30 juin 2010 de variations significatives des transactions réalisées avec les parties liées.

26 Evénements postérieurs à la clôture

Néant



III. ATTESTATION DU PRESIDENT

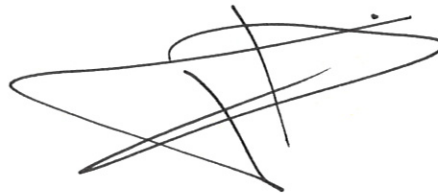
Sur le rapport financier semestriel

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Courbevoie le 17 août 2010

Le Président Directeur Général
Nordine HACHEMI





IV. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sur l'information financière semestrielle 2010

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex

MAZARS
Tour Exaltis – 61, rue Henri Regnault
92400 Courbevoie

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2010

Aux Actionnaires
Séchilienne-Sidec
22, place des Vosges
Immeuble Le Monge
La Défense 5
92400 Courbevoie

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Séchilienne-Sidec, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

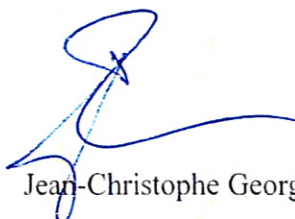
2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 28 juillet 2010

Les Commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Jean-Christophe Georghiou

MAZARS



Manuela Baudoin-Revert